

Service de la sécurité de l'environnement industriel
131 Faubourg Bannier
Cité administrative Coligny - Bâtiment C
45000 Orléans

Orléans, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

AVICOLE ABSOLU (EARL) ABSOLU Guillaume

4 chemin de la Pierre Percée
45270 Beauchamps-Sur-Huillard

Références : -
Code AIOT : 0010014418

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/03/2026 dans l'établissement AVICOLE ABSOLU (EARL) ABSOLU Guillaume implanté Les Salmons 45270 Beauchamps-sur-Huillard . L'inspection a été annoncée le 20/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AVICOLE ABSOLU (EARL) ABSOLU Guillaume
- Les Salmons 45270 Beauchamps-sur-Huillard
- Code AIOT : 0010014418
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'exploitation avicole ABSOLU est autorisée depuis juillet 2024 pour 45172 emplacements de volailles.

Son autorisation environnementale lui permet d'élever des poulets de chair ou des dindes.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Recensement des risques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8	Demande d'action corrective	60 jours
4	Nature et risques des produits	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13	Demande d'action corrective	30 jours
6	Installations techniques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
7	Consignes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1	Demande d'action corrective	60 jours
8	Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15	Demande d'action corrective	60 jours
13	MTD2 plan d'urgence en cas d'incident / accident	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	60 jours
19	MTD29 Surveillance des consommations d'eau	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	60 jours
20	MTD29 consommations électriques	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	60 jours
21	MTD29 Surveillance des consommations de combustible	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Demande d'action corrective	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4	Sans objet
2	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 19/07/2024, article 1.1.2	Sans objet
9	Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18	Sans objet
10	Mise à jour du plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d	Sans objet
11	Déchets et sous-produits animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34	Sans objet
12	Émissions atmosphériques d'ammoniac	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45	Sans objet
14	MTD2 entretien et maintenance	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
15	MTD2 gestion des morts	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
16	MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
17	MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
18	MTD22 Incorporation rapide des effluents dans le sol	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
22	MTD29 consommation d'aliments	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet
23	MTD32 Émissions	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	atmosphériques d'NH ₃ , hébergement poulets de chair		
24	MTD34 Émissions atmosphériques d'NH ₃ , hébergement dindes	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les fiches ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4
Thème(s) : Élevage, Dossier
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ; - les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir : <ul style="list-style-type: none"> - le registre des risques (art. 14) ; - le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ; - le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ; - le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ; - les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ; - les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitation comprend 1 bâtiment d'élevage de volailles.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente son dossier ICPE à l'inspection, comprenant notamment :</p>

<ul style="list-style-type: none"> - les documents de suivi des volailles par lot : bons de mise en place, bons de livraison des aliments, justificatifs de départ des animaux à l'abattoir, - le plan de circulation, identifiant une partie des zones à risque, - les justificatifs des enlèvements des animaux morts pour l'équarrissage (bons d'équarrissage), - les factures des consommations et contrôles réalisés sur le site (factures d'eau, d'électricité, de la dernière vérification des installations électriques,...) <p>L'exploitant effectue le suivi de ses épandages sous format informatique, via le cahier d'épandage, dématérialisé.</p> <p>L'exploitant n'a pas d'installations de stockage des effluents et indique effectuer un stockage en bout de champs de ses effluents de volailles.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les documents du dernier lot de poulets, sorti de son établissement, le 22 février 2026, pour un abattage réalisé le 23 février.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2024, article 1.1.2
Thème(s) : Situation administrative, Volume autorisé
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rubrique 3660-a (A) : élevage intensif de volailles, avec plus de 40000 emplacements : 45172 places ; - rubrique 4718 (NC) : gaz inflammables liquéfiés (stockage en réservoir manufacturé) : 3,2 T ; - rubrique 4734 (NC) : produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : 2,5 L.
<p>Constats :</p> <p>L'élevage a été autorisé pour 45172 emplacements de volailles en 2024. L'inspection contrôle par sondage, le jour de l'inspection, les documents liés à un lot finalisé de volailles. Le lot concerné était un lot de poulets. Le lot, entré le 03/10/2025 sur le site, comprenait 44370 animaux. Le départ de ce lot pour abattage a eu lieu le 03/11/2025, et comprenait 41570 poulets.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Recensement des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I.-L'exploitant recense le lieu et les quantités maximales des matières combustibles (litière, fourrages secs, pneumatiques usagés ...) ainsi que des matières dangereuses (gaz, fuel, biocides, phytosanitaires, engrais ...) susceptibles d'être stockées au sein de l'installation (bâtiments d'élevage et annexes).</p> <p>L'exploitant recense également les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques ainsi que</p>

<p>ceux munis d'une toiture constituée de fibrociments d'amiante.</p> <p>L'ensemble de ces informations sont reportées sur un plan de l'installation. Le plan de l'installation est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>L'exploitant, ou son représentant, est en mesure, sur demande des services d'incendie et de secours, de fournir ce plan et d'indiquer les ordres de grandeurs des quantités de matières stockées.</p> <p>II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion.</p> <p>Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024.</p> <p>Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente un plan de circulation comprenant une partie des éléments du plan des zones à risques, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - zone de stockage des fourrages, - bonbonnes de stockage de gaz, - les silos d'aliments, - les voies et sens de circulation. <p>Il serait utile d'identifier également sur ce plan :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la ou les zones de stockage de produits dangereux, - le bassin d'eau d'incendie, - l'emplacement des extincteurs, - l'emplacement des vannes de coupure pour isoler le site en cas d'incendie ou d'accident, - le type de risque représenté par les zones identifiées. <p>Constat : le plan des risques est incomplet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra son plan des risques complété à l'inspection.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 4 : Nature et risques des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité – incendie
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14.
Constats : Le jour de la visite, l'exploitant ne dispose pas des Fiches de Donnée de Sécurité des produits (FDS) qu'il utilise pour l'entretien et le nettoyage de ses installations. Constat : l'exploitant ne présente pas les fiches de données de sécurité des produits utilisés et stockés sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra à l'inspection les FDS des produits utilisés sur son site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, sécurité-incendie
Prescription contrôlée : L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre. A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m ³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances. La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Ces moyens sont complétés : - s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ; - par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques. Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié. Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024. Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur. Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du

<p>bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ; - le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ; - le numéro d'appel du SAMU : 15 ; - le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ; <p>ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.</p> <p>Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie. Un bassin faisant office de réserve d'eau incendie est disponible sur le site, accessible pour les véhicules lourds et engins de secours. L'exploitant dispose également d'extincteurs sur son site, notamment au niveau du sas du bâtiment avicole et du local technique.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant indique que la vérification des extincteurs n'a pas été réalisée en 2025, et qu'un prestataire doit prochainement venir effectuer ce contrôle.</p> <p>L'inspection constate que des affichages comprenant les numéros d'urgence, sont réalisés dans le sas du bâtiment avicole.</p> <p>Le plan de circulation et des zones à risque ne comprend pas le positionnement des vannes de coupure (eau, élec, gaz...).</p> <p>Constat : l'exploitant n'a pas fait réaliser la vérification des extincteurs du site au cours de l'année écoulée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le justificatif du contrôle des moyens d'extinction incendie de son installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 6 : Installations techniques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, sécurité-incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p>

<p>Le jour de l'inspection, l'exploitant indique avoir fait réaliser le contrôle de ses installations électriques, mais n'a pas le rapport de contrôle à disposition. Il précise qu'il transmettra les justificatifs à l'inspection dès que possible.</p> <p>Constat : l'exploitant ne peut justifier du bilan du dernier contrôle des installations électriques de son installation.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le dernier rapport de vérification des installations électriques de l'installation.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 30 jours</p>

N° 7 : Consignes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14-1</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses ou concourant au dispositif de prévention des accidents font l'objet de consignes écrites. Si l'exploitant emploie des salariés ou personnes extérieures, il s'assure de l'appropriation des consignes et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné et affiche les principales consignes dans les lieux fréquentés par le personnel.</p> <p>Les consignes précisent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée telle que prévue à l'article 14-2 ; -la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone des services d'incendie et de secours mentionnés à l'article 13 ; -les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation, mentionnées à l'article 13 ; -les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 23, pour les installations soumises à ces dispositions ; -les conditions de conservation et de stockage des produits en lien avec l'élevage, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits présentant des risques spécifiques et de produits incompatibles ; -les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient contenant des substances dangereuses en lien avec l'article 15 ; -l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que l'interdiction d'entrée pour toute personne étrangère à l'exploitation, au niveau de l'entrée du côté élevage avicole de l'exploitation, est matérialisée.</p> <p>L'exploitant présente l'affichage réalisé au niveau du sas du bâtiment d'élevage. Les affichages</p>

<p>réalisés présentent les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure indiquant les numéros d'urgence (pompiers / secours, centre anti-poisons) et les numéros utiles (exploitants, vétérinaire, intégrateur...) en cas de problème sur site, - la liste des produits dangereux / matières actives utilisés sur le site pour l'élevage, <p>Il serait utile de compléter ces affichages par :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'interdiction d'apporter du feu, - les dispositions immédiates en cas de sinistre ou accident, - la consigne pour mettre en œuvre l'isolement du réseau en cas de problème, - les mesures à prendre en cas de fuite d'un produit. <p>Constat : les consignes de sécurité ne sont pas toutes affichées .</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les justificatifs de l'affichage des consignes et panneaux manquants.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p>

<p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> <p>II. - Tout stockage en récipients mobiles de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits liquides toxiques ou dangereux pour l'environnement en lien avec l'élevage est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :-100 % de la capacité du plus grand récipient ;-50 % de la capacité globale des récipients associés, si la capacité unitaire est supérieure strictement à 250 litres ou pour les produits inflammables ;-dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des récipients.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de la visite, l'inspection constate que les bidons et fûts de produits du site sont stockés dans un local fermé, à l'abri des eaux météoriques, sur sol béton étanche, mais ne sont pas sur rétention. Dans ce cadre, la mise en place de rétentions adaptées, vérifiées aussi souvent que nécessaire afin de confirmer leur intégrité, doit être réalisée.</p> <p>Constat : les produits ne sont pas stockés sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra des justificatifs de la mise en place de rétention pour le stockage des bidons et contenants de produits.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. [...]</p> <p>En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.</p> <p>Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitation est raccordée au réseau d'adduction d'eau potable communal. L'installation est munie d'un compteur général, ainsi que d'un compteur au niveau du bâtiment d'élevage avicole. L'installation est munie de disconnecteurs, permettant l'isolement du réseau en cas de problème sur l'exploitation.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : Mise à jour du plan d'épandage

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-d</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute intégration ou retrait de surface du plan d'épandage constitue un changement notable notifié avant sa réalisation à la connaissance du préfet.</p> <p>La notification contient pour la ou les surfaces concernées les références cadastrales ou le numéro d'îlot de la déclaration effectuée au titre de la politique agricole commune (îlot PAC), la superficie totale, le nom de l'exploitant agricole de l'unité et l'aptitude des terres à l'épandage.</p> <p>Le calcul de dimensionnement du nouveau plan d'épandage ainsi que sa cartographie sont mis à jour.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique qu'une mise à jour de son plan d'épandage a été réalisé en 2023-2024, lors du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de l'évolution de son élevage avicole.</p> <p>L'exploitant précise qu'aucune modification du plan d'épandage, des parcelles et surfaces concernées, n'a été apporté depuis ce dernier dossier.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Déchets et sous-produits animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement.</p> <p>En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un</p>

<p>moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié.</p> <p>Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur.</p> <p>Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les déchets de l'exploitation sont stockés dans des bacs adaptés, ou dans un local à l'abri des intempéries. Les déchets d'emballages de produits sont pris en charge par Adivalor 1 à 2 fois par an.</p> <p>Les cadavres d'animaux sont stockés dans un congélateur fermé, et sont collectés par le service d'équarrissage, sur demande. L'exploitant présente un justificatif d'équarrissage, concernant le dernier enlèvement réalisé sur le dernier lot de poulets sortis de l'élevage: le bon d'équarrissage indique un retrait de 200 animaux, le lendemain de la sortie du dernier lot.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Dossier</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. »</p> <p>Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a consulté la déclaration GEREP 2024, transmise au 1er trimestre 2025. Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore complété sa déclaration 2026 pour l'année 2025, mais il précise que celle-ci est programmée au cours de la 2ème quinzaine de mars.</p> <p>L'ensemble des données sont enregistrées. L'inspection note toutefois que les éléments de la composition des aliments donnés aux animaux, sont des données agrégées, non détaillées par aliments. L'exploitant présente les justificatifs d'une alimentation multiphase pour ses animaux, tandis que sa déclaration GEREP ne met pas ce point en évidence.</p>

<p>L'exploitant a réalisé sa déclaration GERE sur la production 2025, le 24 mars 2026.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant effectuera ses déclarations annuelles sous GERE en indiquant les informations nutritionnelles détaillées des différentes alimentations distribuées aux animaux durant leur croissance, sans agréger les données.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : MTD2 plan d'urgence en cas d'incident / accident

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c- Élaborer un plan d'urgence pour faire face aux émissions et incidents imprévus tels que la pollution de masses d'eau. Il peut notamment s'agir:</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un plan de l'installation d'élevage indiquant les systèmes de drainage et les sources d'eau/effluents; - de plans d'action pour pouvoir réagir à certains événements potentiels (par exemple en cas d'incendie, de fuite ou d'effondrement des fosses à lisier, de ruissellement non maîtrisé à partir des tas d'effluents d'élevage, de déversements d'huile); - des équipements disponibles pour faire face à un incident de pollution (par exemple, équipement pour colmater les drains, construire des fossés de retenue, des pare-écume pour les déversements d'huile).
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pas de plan complémentaire au plan de circulation et des zones à risques. Il serait utile de compléter le plan des zones à risques par un plan des installations comprenant les réseaux d'eau, ainsi que de consignes ou plan d'actions en cas d'accident, de pollution ou d'incendie sur le site.</p> <p>Constat : absence de plan d'urgence.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra le plan des réseaux et les justificatifs de la mise en place de procédures ou plan d'action en cas de problème sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 14 : MTD2 entretien et maintenance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 2</p>

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>d- Contrôle, réparation et entretien réguliers des structures et des équipements tels que:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les fosses à lisier pour détecter tout signe de dégradation, de détérioration ou de fuite; - les pompes à lisier, les mélangeurs, les séparateurs, les dispositifs d'irrigation; - les systèmes de distribution d'eau et d'aliments; - le système de ventilation et les sondes de température; - les silos et le matériel de transport (par exemple, vannes, tubes); - les systèmes de traitement d'air (par inspection régulière, par exemple). <p>Peut comprendre la propreté de l'installation d'élevage et la lutte contre les nuisibles</p>
<p>Constats :</p> <p>Les exploitants contrôlent et entretiennent régulièrement les installations. Des vérifications et une maintenance régulière sont organisées par l'exploitant et son frère, notamment au moment des vides sanitaires, durant lesquels ils assurent le nettoyage et la désinfection du bâtiment, et effectuent les vérifications matérielles, tels que les contrôles électriques, des matériels d'abreuvement...</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 15 : MTD2 gestion des morts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>e- Entreposer les cadavres d'animaux de manière à prévenir ou à réduire les émissions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un congélateur spécifique pour l'entreposage des cadavres.</p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant présente le dernier bon d'équarrissage permettant de justifier l'évacuation des cadavres d'animaux dans des conditions adaptées, par un prestataire agréé.</p> <p>L'exploitant précise que le bac est vérifié après chaque vidage et nettoyé si nécessaire.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : MTD3 Azote total excrété, nutrition des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 3</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Réduire la teneur en protéines brutes par un régime alimentaire équilibré en azote, tenant compte des besoins énergétiques et des acides aminés digestibles</p> <p>-----</p> <p>Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de</p>

<p>production.</p> <p>-----</p> <p>Ajout de quantités limitées d'acides aminés essentiels à un régime alimentaire pauvre en protéines brutes.</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent l'azote total excrété.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas encore effectué sa déclaration GERE 2026, pour l'année 2025.</p> <p>Dans ce cadre, l'inspection a pu consulter la déclaration GERE pour l'année 2024, qui présente des éléments agrégés pour l'alimentation des volailles.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant présente les bons de livraison d'aliments d'un lot de poulets sortis de l'élevage en novembre 2025. Ces bons de livraison font bien état d'une alimentation multiphase pour le lot concerné, avec une alimentation de démarrage, puis une alimentation de croissance, puis une alimentation dite « de finition », et pour les derniers jours, une alimentation de retrait, dans lesquels les compositions évoluent, notamment au niveau des apports de protéines.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : MTD4 Phosphore total excrété, nutrition des animaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 4</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Alimentation multiphase au moyen d'aliments adaptés aux besoins spécifiques de la période de production.</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'additifs autorisés pour l'alimentation animale qui réduisent le phosphore total excrété (par exemple, phytase).</p> <p>-----</p> <p>Utilisation de phosphates inorganiques hautement très digestibles pour remplacer partiellement les sources traditionnelles de phosphore dans l'alimentation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a pu consulter la déclaration GERE pour l'année 2024, présentant des données agrégées concernant l'alimentation des volailles élevées sur site.</p> <p>Le jour de l'inspection, l'exploitant a présenté les justificatifs d'une alimentation multiphase (démarrage, croissance, finition...), présentant des apports de protéine différenciés et adaptés suivant l'âge et la croissance des animaux.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 18 : MTD22 Incorporation rapide des effluents dans le sol

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
--

Thème(s) : Élevage, MTD 22

Prescription contrôlée :

Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac résultant de l'épandage des effluents d'élevage, la MTD consiste à incorporer les effluents dans le sol dès que Possible.

Les effluents d'élevage épandus sur le sol sont incorporés dans celui-ci soit par labour, soit au moyen d'autres équipements agricoles tels que des herse à dents ou à disques, en fonction du type et de l'état du sol. Les effluents d'élevage sont totalement mélangés avec le sol ou enfouis.

L'épandage des effluents d'élevage solides est réalisé au moyen d'un épandeur approprié (rotatif, à benne, mixte). L'épandage du lisier est réalisé selon la MTD 21.

Constats :

L'exploitant indique effectuer les travaux aux champs, avec son associé.

Concernant les épandages, l'exploitant explique que l'enfouissement est réalisé quasi immédiatement, une fois les fumiers épandus. Les exploitants s'organisent la plupart du temps pour effectuer l'épandage par l'un d'eux, et l'enfouissement dans l'heure qui suit par l'autre associé. A titre occasionnel, si la charge de travail est trop importante, ou en cas d'imprévu, l'enfouissement est réalisé dans les 12h qui suivent l'épandage.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 19 : MTD29 Surveillance des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42
--

Thème(s) : Élevage, MTD 29

Prescription contrôlée :

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'eau.

Constats :

L'exploitant présente sa facture d'eau pour justifier du suivi annuel de ses consommations d'eau, mais ne fait pas de relevés internes réguliers pour s'assurer de l'absence de fuites ou de dysfonctionnements potentiels.

L'exploitant indique être vigilant sur l'état des installations.

Toutefois, la facture d'eau comprend les consommations du site dans son ensemble, et pas uniquement les consommations de l'activité avicole.

Constat : l'exploitant n'effectue pas de relevés de suivi des consommations d'eau de son activité avicole.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant pourra mettre en place un tableau de suivi des différents relevés permettant de garder une traçabilité de ses consommations, et ainsi s'assurer qu'il n'y a pas de dysfonctionnements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 20 : MTD29 consommations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 29

Prescription contrôlée :

La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an.
Consommation d'électricité.

Constats :

L'exploitant suit sa consommation d'électricité via les factures de son fournisseur. Il n'effectue pas de relevés intermédiaires de compteur par ses soins.

Les consommations facturées ne concernent pas que l'élevage avicole, mais l'ensemble de l'exploitation.

Il serait opportun d'effectuer un suivi spécifique pour l'activité avicole, permettant de relever d'éventuels dysfonctionnements.

Constat : l'exploitant n'effectue pas la surveillance de ces consommations électriques.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant effectuera des relevés réguliers (à minima 1 fois par an) de ses consommations électriques liées à l'activité avicole, et pourra mettre en place un tableau de suivi des différents relevés, permettant de garder une traçabilité de ses consommations et de relever d'éventuels dysfonctionnements.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 21 : MTD29 Surveillance des consommations de combustible

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 29

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation de combustible.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation de gaz n'est pas suivie directement via la facturation du fournisseur. En effet, le gaz est géré par les intégrateurs, qui gèrent les contrats et règlent directement les livraisons de combustibles. Dans ce cadre, un suivi est à mettre en place au sein du site d'élevage, afin de surveiller une éventuelle dérive ou un problème le cas échéant. Constat : les consommations de gaz ne sont pas suivies sur le site.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant mettra en place un suivi des consommations de gaz à une périodicité qui lui semblera pertinente, et l'intégrera dans un tableau de suivi des différents relevés des consommations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60 jours</p>

N° 22 : MTD29 consommation d'aliments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 29</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La MTD consiste à surveiller les paramètres de procédé suivants, au moins une fois par an. Consommation d'aliments.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les documents de l'intégrateur, comprenant les bons précisant les tonnages d'aliments livrés. Pour chaque lot, il peut ainsi effectuer un suivi des quantités d'aliments distribués. Constat : pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 23 : MTD32 Émissions atmosphériques d'NH3, hébergement poulets de chair

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42</p>
<p>Thème(s) : Élevage, MTD 32</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de poulets de chair, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs</p>

des techniques ci-dessous.

Ventilation dynamique et système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).

Séchage forcé de la litière utilisant l'air ambiant intérieur (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).

Ventilation statique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).

Litière sur tapis de collecte des effluents d'élevage, avec séchage par air forcé (dans le cas de systèmes à étages).

Sol recouvert de litière, chauffé et refroidi (dans le cas des systèmes combideck).

Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air double ou triple; 3. biolaveur (ou biofiltre);

Constats :

L'exploitant indique que son bâtiment est équipé d'un système de ventilation dynamique.

Les animaux sont sur litière accumulée.

Les abreuvoirs sont équipés de dispositifs anti-fuites, anti-gaspi.

Constat : pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 24 : MTD34 Émissions atmosphériques d' NH_3 , hébergement d'indes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42

Thème(s) : Élevage, MTD 34
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de réduire les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement de dindes, la MTD consiste à appliquer une ou plusieurs des techniques ci-dessous.</p> <p>Ventilation statique ou dynamique avec système d'abreuvement ne fuyant pas (dans le cas d'un sol plein avec litière profonde).</p> <p>-----</p> <p>Utilisation d'un système d'épuration d'air tel que: 1. laveur d'air à l'acide; 2. système d'épuration d'air à deux ou trois étages; 3. biolaveur;</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que son bâtiment est équipé d'un système de ventilation dynamique. Les animaux sont sur litière accumulée. Les abreuvoirs sont équipés de dispositifs anti-fuites, anti-gaspi. Constat : pas d'écart constaté.</p>
Type de suites proposées : Sans suite